

dant la réalisation de la péréquation [14 mars 1950] (p. 1977); — d'une proposition de résolution relative aux pensions de certains orphelins de guerre : *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2126); — d'une proposition de loi relative au statut des déportés du travail : *Urgence* [9 mai 1950] (p. 3364, 3365); *Demande de renvoi du débat, présentée par le Gouvernement* (p. 3365); *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3784); *Son rappel au règlement (droits acquis par les déportés)* (p. 3787); — d'une proposition de loi relative au paiement des soldes mensuelles pendant la captivité : *Discussion générale* [9 mai 1950] (p. 3368); — d'une proposition de loi relative à l'affiliation à la sécurité sociale des invalides, veuves et orphelins de guerre; Art. 2 : *Amendement de M. Aubry tendant à placer cette loi dans le cadre de celle créant la sécurité sociale* [30 mai 1950] (p. 3994, 3995); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur pour avis (Ses observations sur le retard dans l'application des pensions, la situation des veuves de guerre, la parité des pensions et des traitements, la comparaison entre les rentes pour accidents du travail et les pensions, la manifestation de la place de l'Opéra)* [21 juin 1950] (p. 5088, 5089, 5090, 5091, 5092, 5093); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article 1^{er} de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5262). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Statut des déportés*) [13 février 1951] (p. 1085). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des services de fonctionnement pour l'exercice 1951; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* [15 mai 1951] (p. 5152, 5153); *Demande de renvoi à la Commission, des propositions intéressant les anciens combattants, présentée par M. Bouvier O' Cottereau* (p. 5156); Chap. 700 : *Retraite du combattant (pensions des invalides de guerre, sort des veuves de guerre, lenteur de la liquidation des pensions, relèvement de la retraite du combattant)* (p. 5165, 5166, 5167, 5168, 5169, 5171); Art. 2 : *Amendement de Mme Péri tendant à porter la pension des veuves de guerre à la moitié de la pension d'un invalide à 100 0/0*

(p. 5178); Chap. 701 : *Amendement de M. Maillocheau tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'allocation provisoire d'attente* (p. 5194); Chap. 5020 : *Abrogation de la conclusion* [17 mai 1951] (p. 5337); Chap. 6030 : *Droits pécuniaires des internés et déportés résistants* (p. 5340); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5344).

DEVINAT (M. Paul), Député de Saône-et-Loire.

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

[1^{er} Cabinet QUEUILLE]

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

Secrétaire d'Etat à l'Éducation nationale

(2^e Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin au 11 juillet 1950,

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires étrangères [11 février 1947] (p. 275). — Est élu vice-président de la Commission des territoires d'outre-mer [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des affaires étrangères [*J. O.* du 17 août 1948] (p. 5821); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée nationale au sein du Conseil de surveillance chargé de suivre la gestion de la caisse centrale de la France d'outre-mer [*J. O.* du 25 janvier 1947] (p. 1025). — Est nommé par la Commission des territoires d'outre-mer, membre du Conseil de surveillance de la caisse centrale de la France d'outre-mer [21 février 1951] (**F. n° 679**). — Est nommé membre, par la Commission de la défense nationale, de la sous-commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [24 février 1951] (**F., n° 680**). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice

(application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 27 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 6 de l'arrêté du 7 novembre 1946 relatif à la fixation du prix du vin, n° 219. — Le 30 juin 1947, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence d'une Assemblée de groupe dite « Grand conseil de l'Afrique occidentale française », n° 1858. — Le 2 juillet 1947, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des conseils généraux des territoires de l'Afrique française (A. O. F., A. E. F., Cameroun, Togo), n° 1882. — Le 8 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1947 la période d'application de l'article 2 de la loi du 19 mars 1946 tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, modifié par l'article 84 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946, n° 1927. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à admettre au bénéfice du dégageant des cadres les fonctionnaires pouvant justifier qu'ils pourront s'intégrer sans délai dans un secteur productif (application de l'article 10 de la loi du 7 janvier 1948), n° 3321. — Le 5 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à dispenser aux territoires d'outre-mer de la zone C.F.A., soit par une dotation directe, soit en leur accordant une plus grande autonomie commerciale, les devises étrangères et la monnaie matière qui leur sont nécessaires pour pallier le déséquilibre économique et financier que leur vaut la dévaluation et pour leur permettre de mener à bien leur programme d'équipement et de pourvoir à leurs besoins essentiels, n° 4865. — Le 3 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour assurer la reconstruction, à Paris, du monument du général Mangin

détruit par les Allemands en juin 1940, n° 8938. — Le 26 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à approuver les actes définissant les rapports des Etats associés du Viet-nam, du Cambodge et du Laos avec la France, n° 9055. — Le 31 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la résolution transmise par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence, tendant à approuver les actes définissant les rapports des Etats associés du Viet-nam, du Cambodge et du Laos avec la France, n° 9105.

Interventions :

Demande à interpeller sur les mesures que compte prendre le Gouvernement devant l'aggravation de la situation en Indochine [20 décembre 1946] (p. 196). — Est entendu au cours d'une communication du Gouvernement sur la situation en Indochine [23 décembre 1946] (p. 322). — Déposé une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard du problème indochinois [13 février 1947] (p. 316); la développe [13 mars 1947] (p. 825 à 831). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements de Madagascar [9 mai 1947] (p. 1533 à 1536); — des interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement (Union française) [2 juillet 1947] (p. 2631, 2632). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi tendant au classement de la Guadeloupe, Martinique, Réunion et Guyane comme départements français : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2899). — Participe à la discussion : du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères* [14 novembre 1947] (p. 5025, 5026); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 bis : *Son amendement tendant à prévoir la réduction du nombre des fonctionnaires* [22 décembre 1947] (p. 6155, 6157); *le retire* (p. 6157). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour 1948 et relatif à

diverses dispositions financières; Art. 26 bis : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau instituant une taxe sur les cessions d'automobiles d'occasion* [30 décembre 1947] (p. 6607); *Sa demande de nouvelle délibération du projet* (p. 6615); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Dépenses civiles, budget 1948); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1075); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Ses observations sur l'effectif de l'Ecole coloniale* [9 juin 1948] (p. 3336); Chap. 111 : *Ecole nationale de la France d'outre-mer* (p. 3345); — du projet de loi relatif au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer; Art. 4 : *Ouverture d'un crédit de 22.827 millions* [22 juin 1948] (p. 3789). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en Indochine [6 juillet 1948] (p. 4381); — sur la situation à la Guadeloupe et les conséquences des grèves actuelles de l'industrie sucrière [17 juillet 1948] (p. 4770); — sur la politique du Gouvernement en Indochine [29 juillet 1948] (p. 5075). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 août 1948] (p. 5710, 5711); Art. 51 : *Sa demande de réserver les articles relatifs à l'élection des conseillers dans les territoires d'outre-mer* [13 août 1948] (p. 5785); Art. 55 : *Amendement de M. Pronteau tendant à supprimer l'article* (p. 5788). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine [19 août 1948] (p. 5990, 5991). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque d'Indochine (*Motion préjudicielle de M. Guillon*) [26 août 1948] (p. 6332); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Guillon tendant à fixer un délai aux décrets mettant fin au privilège d'émission* (p. 6335); Art. 2 : *Son amendement relatif à la désignation du Commissaire du Gouvernement auprès de la Banque* (p. 6336); — du projet de loi portant création de l'Institut d'émission de l'Indochine : *Question préalable posée par M. Pronteau* [26 août 1948] (p. 6350); Art 1^{er} : *Amendement de M. Pronteau tendant à n'accorder le privilège qu'à titre provisoire* (p. 6350,

6351); Art. 5 : *Amendement de M. Guillon tendant à fixer un délai pour le décret prévu* (p. 6351). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (1^{er} Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Gros concernant l'acquittement d'une taxe de 127 francs par hectolitre (taxe de solidarité) par les viticulteurs de l'Hérault [26 novembre 1948] (p. 7263); — de M. Métayer relative au recouvrement des retenues de 6 0,0 pour pension dues par les fonctionnaires anciens prisonniers de guerre [26 novembre 1948] (p. 7264); — de M. Laurent relative à la titularisation d'agents auxiliaires du département du Nord en vertu du décret du 2 octobre 1945 fixant le statut des agents des cadres complémentaires [26 novembre 1948] (p. 7264); — de M. Poimboëuf relative à la compensation des pertes éprouvées par des Français possédant de l'or réquisitionné par le Gouvernement à 120.000 francs le kilogramme (p. 7264); — de M. Garet concernant les instructions données au trésorier-payeur général pour le remboursement des billets de 5.000 francs déposés après le 22 février 1948 [26 novembre 1948] (p. 7264); — de M. Genest concernant la permission aux artisans de produits laitiers de fournir, sans passer par les grossistes, leur clientèle de détaillants [10 décembre 1948] (p. 7532). — Prend part à la discussion du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Castellani tendant à reprendre le nombre de membres fixé par le Conseil de la République* [12 mars 1949] (p. 1609). — Répond à une question : de M. Theetten relative au ravitaillement en café de la France et plus particulièrement du Nord et du Pas-de-Calais [1^{er} avril 1949] (p. 1999); — de M. Lucien Lambert relative à la répartition parmi les agriculteurs du matériel et des pneus du camp de Vitrolles [1^{er} avril 1949] (p. 1999). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil : *Discussion générale (Ses observations sur l'attribution d'essence)* [7 avril 1949] (p. 2177, 2205); Chap. 111 : *Amendement de M. Gosset tendant à supprimer l'abattement sur la rémunération de collaborateurs extérieurs pour les services de documentation*

(*Ses observations sur le problème de l'essence*) (p. 2212); Etat A, Chap. 300 : *Matériel du Secrétariat général de la Présidence* [8 avril 1949] (p. 2224); Chap. 301 : *Frais de déplacement et de mission* (p. 2225); Chap. 303 : *Entretien du matériel automobile* (p. 2225); Etat C, Chap. 300 : *Matériel du groupement des contrôles radio-électriques* (p. 2228); Chap. 315 : *Dépenses de fonctionnement du service des études techniques* (p. 2229); — du projet de loi organisant un référendum dans la ville libre de Chandernagor : *Discussion générale* [25 mai 1949] (p. 2883, 2884, 2885). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [13 octobre 1949] (p. 5764).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne : *Ordre du jour de M. Scherer demandant l'internationalisation de la Ruhr, excluant l'Allemagne du Pacte atlantique, admettant l'Allemagne au Conseil de l'Europe et faisant confiance au Gouvernement* [25 novembre 1949] (p. 6349, 6350); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1^{er} [Art. 31 A du Code du travail] : *Son amendement tendant à prévoir un délai de quinze jours pour l'opposition du Ministre à des conventions collectives* [23 décembre 1949] (p. 7202); *le retire* (p. 7203); (Art. 31 J du Code du travail) : *Son amendement tendant à ne pas exiger l'extension obligatoire d'une convention collective à tous les employeurs et salariés dans le champ d'application de la convention* [3 janvier 1950] (p. 57, 58); (Art. 31 O) : *Son amendement tendant à accorder une plus grande liberté aux employeurs et salariés pour les accords ne concernant qu'un ou quelques établissements déterminés* [4 janvier 1950] (p. 83); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à prévoir dans les conventions d'établissement d'autres clauses que celles précédemment mentionnées* (p. 83, 84); *le retire* (p. 84); (Art. 31 P) : *Amendement de M. Hughes tendant à fixer par décret les éléments de la rémunération du personnel* (p. 86, 87); (Art. 31 X) : *Son amendement tendant à introduire davantage de représentants du Gouvernement dans la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 89, 90, 103, 104); Art. 4 : *Son amendement tendant à rendre la conciliation obligatoire en cas de conflits du*

travail (p. 110, 112); *le retire* (p. 114); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 116); Art. 7 : *Son amendement tendant à reporter la discussion de l'article* (p. 141); Art. 20 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi en Algérie* (p. 147); Art. 1^{er} (Art. 31 Y du Code du travail) : *Son amendement tendant à charger la Commission supérieure des conventions collectives d'étudier la composition d'un budget type* (p. 151, 152); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} (Art. 31 O du Code du travail) : *Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la conclusion d'accords particuliers à un ou plusieurs établissements et prévoyant des primes de productivité* [3 février 1950] (p. 989); (Art. 31 Q) : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au cas des organismes de sécurité sociale* [8 février 1950] (p. 1066); *le retire* (p. 1067) (Art. 31 X) : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République accordant une voix consultative aux trois représentants de l'Union des associations familiales* (p. 1068); Art. 2 bis : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau du Conseil de la République prévoyant la réglementation du droit de grève* (p. 1070, 1083); Art. 3 bis : *Amendement de M. André tendant à dissoudre l'article prévoyant la non-rupture du contrat de travail du fait d'une grève* (p. 1078); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1094); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France, en qualité de *Rapporteur* [27 janvier 1950] (p. 582, 583, 584, 585, 586); *Discussion générale* [28 janvier 1950] (p. 667); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Saravane Lambert tendant à prévoir la cessation des hostilités et une consultation des populations de l'Indochine* (p. 687); — d'une proposition de résolution accordant la prorogation d'un délai imparti au Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 janvier 1950] (p. 832). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Education nationale* (2^e Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7134). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements d'Indochine (*Ses explications*

de cote sur l'ordre du jour de confiance au Gouvernement présenté par M. Pierre Chevallier [19 octobre 1950] (p. 7013); -- du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [22 février 1951] (p. 1511, 1512); -- d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires; Article additionnel : *Son amendement relatif au cas des propriétaires sinistrés cherchant à reprendre leur logement* [28 avril 1951] (p. 4466); -- du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 6 : *Son amendement tendant à annuler les suffrages allant au candidat s'étant présenté dans plusieurs circonscriptions* [28 avril 1951] (p. 4197); Art. 28 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa annulant les bulletins ne portant pas mention des apparentements* (p. 4202). = S'excuse de son absence [18 novembre 1950] (p. 7914). = Obtient un congé [18 novembre 1950] (p. 7914).

DEZARNAULDS (M. Pierre), Député du Loiret.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des affaires étrangères [11 février 1947] (p. 275); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [16 décembre 1947] (p. 5757), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195), [23 novembre 1948] (p. 7150).

Dépôts :

Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à diverses communes du département du Loiret, notamment à celles d'Ouzouer-sur-Trézée, Bonny-sur-Loire, Thou et Ousson,

victimes d'une calamité agricole, le 23 mai 1950, n° 10110. — Le 14 mars 1951, une proposition de loi tendant à accorder sous certaines conditions le droit à réparation des dommages de guerre aux étrangers naturalisés Français, n° 12477.

DHERS (M. Pierre), Député de la Drôme.

Son élection est validée [20 mai 1947] (p. 1678). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [6 mai 1947] (p. 1476), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276), [4 mai 1947] (p. 1459). — Est nommé juré de la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée) [15 juillet 1947] (p. 3016), [23 novembre 1948] (p. 7150).

Dépôt :

Le 11 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la réinstallation de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine dans les locaux et en un lieu appropriés à ses fins, n° 2825.

Interventions :

Son rapport au nom du 7^e bureau sur les opérations électorales du département des Hautes-Pyrénées [28 novembre 1946] (p. 26). — Est entendu au cours du débat sur les opérations électorales du département de la Drôme [11 février 1947] (p. 281, 284); — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), État A, RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 404 : *Indemnités de réquisition* [19 juillet 1947] (p. 3263). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux contribuables ayant trop souscrit à l'emprunt libératoire prévu par le prélèvement exceptionnel [14 mai 1948] (p. 2658).